Élections législatives - 14 juin 1981 - 13e circonscription des Hauts-de-Seine

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Nous vivons un moment grave de l'histoire de la France. Votre choix de dimanche peut avoir des conséquences imprévisibles. Mais il peut aussi permettre à notre pays de se ressaisir.

Si la majorité de nos concitoyens a opté pour un changement le 10 mai en élisant un nouveau Président de la République, je suis persuadé qu'elle n'est pas favorable à un bouleversement fondamental de notre société.

C'est précisément le risque qui existe de voir demain une coalition socialo-communiste s'avancer dans l'aventure, dans la bureaucratisation, dans le collectivisme.

La France est en danger !

— Pouvons-nous accepter que notre pays soit gouverner avec des communistes ?
— Pouvons-nous accepter la remise en cause de nos libertés que cela ne manquerait pas de provoquer ?
— Pouvons-nous accepter la rupture de nos alliances au plan international avec les pays du monde libre ?
— Pouvons-nous accepter l'aventure et l'irresponsabilité dans le domaine économique et social ?

TOUT CELA, J'EN SUIS PERSUADÉ, VOUS NE LE VOULEZ PAS ! VOUS LE REFUSEREZ DIMANCHE PROCHAIN

J'ai longtemps hésité à me présenter à vos suffrages. Mais devant le danger de voir élire un député communiste, dans cette circonscription où Jacques Chirac a obtenu 18 % des voix, cela m'est apparu indispensable pour conserver le siège à la majorité en empêchant ainsi tous les débordements qui ne manqueraient pas de se produire si nous laissions faire.

Ma candidature est donc une candidature de refus ; refus de laisser faire, refus de la gabegie pour notre pays ; mais c'est aussi une candidature de combat à l'inverse de ceux qui se complaisent dans la passivité et la résignation.

Il faut tout faire pour conserver à la France sa stabilité politique et ses institutions. Pour cela, il est nécessaire d'envoyer à l'Assemblée Nationale une majorité renouvelée.

Il faut des hommes neufs au sein d'une majorité qui ne concentre pas tous les pouvoirs dans les mêmes mains.

Oui, Jacques Chirac a raison de dire qu'il faut un contre-poids au pouvoir présidentiel pour appliquer la politique du changement dans la sécurité, la politique du Renouveau.

Cette politique doit s'inscrire dans une société de responsabilité, d'initiative, de justice, de compréhension et de solidarité.

Pour : — le redressement économique et la création d'emplois,
— plus de liberté pour l'économie,
— la réduction de l'impôt et la suppression de la taxe professionnelle,
— une France forte et indépendante.

L'espoir existe. Il est dans le camp de ceux qui ont confiance.

Dimanche prochain, le 14 juin donnons-nous confiance.

Pour ma part, je suis convaincu que votre décision ira dans le bon sens : celui de la raison et du courage.

Jacques JOLLET

Vu, le candidat

georges musy exploitation - colombes